NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-septième réunion du Comité d'experts de la CEA

COMMISSION DE
L'UNION AFRICAINE

Troisième réunion du Comité d'experts

26 – 29 mars 2008

Quarante et unième session de la Commission

Troisième session de la CAMEF

31 mars – 2 avril 2008

Première réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'UA et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA

Addis-Abeba

Distr.: Générale
E/ECA/COE/27/3
AU/CAMEF/EXP/3(III)
Date: 5 mars 2008

Français
Original: Anglais

Étude des conditions économiques et sociales en Afrique en 2007

Table des matières

Page

A. Introduction 1
B. L'économie mondiale 1
C. Vue d'ensemble de la croissance en Afrique 3
D. Aggravation des déséquilibres macroéconomiques dans les pays africains pauvres en ressources 8
E. La balance extérieure des pays importateurs de pétrole: un motif de préoccupation 10
F. Tendances du développement social en Afrique 18
G. Perspectives pour 2008: une amélioration en vue malgré les risques potentiels 20
H. Conclusion: principaux problèmes économiques et sociaux en Afrique 21

Bibliographie 24

Acronymes

BIT	Bureau international du Travail
CEA	Commission économique pour l'Afrique
FMI	Fonds monétaire international
IADM	Initiative multilatérale d'allégement de la dette
IED	Investissement étranger direct
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé

A. INTRODUCTION

La récente crise des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis et l'instabilité des marchés financiers mondiaux qui en a résulté, conjuguées à la dépréciation du dollar, mettent gravement en péril la croissance mondiale en 2008. On s'attend désormais à ce que le resserrement du crédit ait des incidences plus importantes que l'on ne le prévoyait en 2007 sur la croissance aux États-Unis et dans les autres pays développés. Cette situation entraînera un affaiblissement de la demande de produits d'exportation en provenance des pays en développement et en transition, qui débouchera à son tour sur un ralentissement de la croissance dans ces pays. Malgré cela, la croissance dans les pays en développement et en transition devrait rester forte, mais elle sera probablement insuffisante pour compenser les effets du fléchissement de la croissance dans les pays développés sur la croissance mondiale.

Le ralentissement de la croissance mondiale et les cours élevés du pétrole entraveront vraisemblablement la croissance dans de nombreux pays africains, en particulier les pays importateurs de pétrole et les pays sans littoral. Toutefois, d'après les prévisions, l'Afrique dans son ensemble devrait continuer à enregistrer des taux de croissance élevés en 2008. Pour maintenir de tels taux malgré les problèmes mondiaux, l'Afrique doit appliquer des stratégies rationnelles de gestion des revenus tirés des produits de base, afin de se protéger des chocs ultérieurs, augmenter l'investissement intérieur, encourager la diversification et mobiliser des ressources internes et externes pour faire face aux problèmes de financement du développement.

La présente étude aborde tout d'abord les principaux faits nouveaux intervenus dans l'économie mondiale en 2007 et leurs conséquences probables pour les pays africains. Elle se poursuit par un bilan des performances des économies africaines aux niveaux macroéconomique et sectoriel et par un aperçu des perspectives pour 2008, et expose ensuite les principales tendances dans le domaine du développement social, une attention particulière étant accordée à l'éducation, à la santé, au chômage des jeunes, à l'égalité des sexes et au vieillissement. Enfin, elle met en évidence un certain nombre de problèmes économiques et sociaux sur lesquels doivent se pencher d'urgence les décideurs africains et ceux qui sont concernés par le développement en général.

B. L'ÉCONOMIE MONDIALE

La croissance économique mondiale a ralenti en 2007 par rapport à 2006, passant de 3,9% à 3,7% [1]. Les cours élevés du pétrole et d'autres facteurs de production, conjugués à une certaine instabilité des marchés financiers ont contribué à ce ralentissement. La récente crise des prêts hypothécaires à risque s'est soldée par une croissance inférieure aux prévisions aux États-Unis et une baisse de la demande de produits importés, ce qui a eu des effets négatifs sur la croissance des autres pays industrialisés. Ces effets ont toutefois été compensés par la croissance tirée par la demande intérieure dans d'autres régions du monde.

À l'échelle mondiale, ce sont la Communauté d'États indépendants (CEI) et l'Asie orientale qui ont enregistré la croissance la plus forte, avec des taux supérieurs à 8 %. Dans les pays en

[1] À l'exception de celles relatives au Swaziland et aux Seychelles, qui sont tirées de la base de données en ligne de l'*Economist Intelligence Unit* (EIU), toutes les données concernant la croissance et les prix proviennent du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, en octobre 2007.

développement, la croissance n'a que légèrement baissé, passant de 7 % en 2006 à 6,9 % en 2007. D'après les prévisions, la croissance mondiale devrait s'établir à environ 3,4 % en 2008.

Les déséquilibres mondiaux de la balance des opérations courantes restent importants mais se sont stabilisés en 2007. Dans les pays développés, le déficit est resté proche des 600 milliards de dollars des États-Unis, malgré les excédents appréciables enregistrés en Allemagne et au Japon. Le déficit commercial des États-Unis, qui avait atteint le chiffre record de 844 milliards de dollars en 2006, s'est établi à 780 milliards de dollars en 2007, cette étant dû à l'augmentation des exportations. Les pays exportateurs de pétrole dans leur ensemble ont enregistré un excédent de 500 milliards de dollars et la plupart des régions en développement ont également été excédentaires. Les excédents des pays en développement d'Asie dans leur ensemble se sont chiffrés à plus de 200 milliards de dollars, surtout grâce à la Chine. Les tendances actuelles devraient se confirmer en 2008.

En dépit du fait que les cours du pétrole se sont maintenus à un niveau élevé, l'inflation moyenne à l'échelle mondiale est restée faible (2,8 % en 2007 contre 2,9 % en 2006), ce qui est dû en partie à la limitation des augmentations salariales, aux politiques macroéconomiques restrictives tant dans les pays développés que dans les pays en développement, et à l'offre de produits manufacturés bon marché en provenance de la Chine. Néanmoins, les risques d'inflation sont plus importants en raison de la baisse du chômage, en particulier en Europe, et des cours élevés des produits de base.

Les cours des principaux produits d'exportation africains tels que le café, le cacao, le coton et les bois tropicaux sont restés stables, tandis que le récent engouement pour les biocarburants a entraîné une hausse appréciable des cours de certains produits agricoles, dont le blé, le maïs et le sucre. Un autre facteur nouveau qui revêt une importance particulière pour les économies africaines est l'intensification rapide des échanges et des flux de capitaux Sud-Sud. De 5 % en 1990, la part de l'investissement étranger direct (IED) en provenance du Sud est passée à 17 % du total mondial en 2005. Les flux d'IED à destination de l'Afrique proviennent de plus en plus de l'Asie, en particulier de la Chine, de l'Inde et des États du Golfe. Dans le même temps, les flux d'IED intra-africains, qui proviennent pour l'essentiel de l'Afrique australe et de l'Afrique du Nord, ont augmenté de façon sensible en 2006. Ils se concentrent principalement sur les secteurs des ressources naturelles et des services.

Le resserrement des liens avec l'Asie en matière d'aide, de commerce et d'IED comporte à la fois des avantages et des inconvénients pour le continent africain. Les exportations africaines vers la Chine ont plus que quadruplé entre 2000 et 2005, pour atteindre 19,5 milliards de dollars. La croissance économique de l'Asie élargit les marchés d'exportation de l'Afrique et ouvre de nouvelles perspectives d'emploi dans les entreprises locales et étrangères. Les industries africaines risquent toutefois de perdre des parts du marché local, si elles ne sont pas en mesure de faire face à la concurrence asiatique.

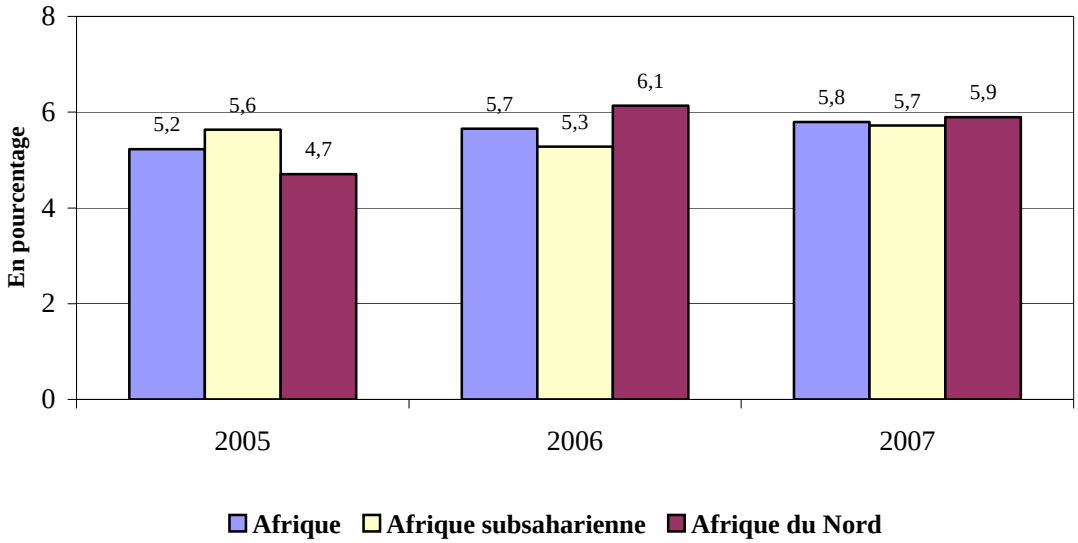
C. VUE D'ENSEMBLE DE LA CROISSANCE EN AFRIQUE

Légère augmentation du taux de croissance en 2007

L'Afrique a maintenu la forte dynamique de croissance qu'elle a connue ces dernières années, affichant un taux de croissance de 5,8 % en 2007, contre 5,7 % en 2006 et 5,2 % en 2005 (figure 1). Comme les années précédentes, les bons résultats de 2007 s'expliquent essentiellement par la forte demande mondiale et les cours élevés des produits de base. D'autres facteurs sont à l'origine de cette forte dynamique de croissance, notamment la poursuite de la consolidation de la stabilité macroéconomique et l'amélioration de la gestion macroéconomique, la volonté accrue de mener des réformes économiques, l'augmentation de la production pétrolière dans un certain nombre de pays, l'accroissement des flux de capitaux privés, l'allégement de la dette et l'augmentation des exportations de produits autres que les combustibles. Il y a eu, en outre, moins de conflits politiques et de guerres, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, bien que la paix reste fragile dans certaines parties du continent.

En 2007, la valeur des exportations et des importations africaines de biens et de services a augmenté respectivement de 15,2 % et de 13,2 % (Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, octobre 2007a). De nombreux pays africains ont mis en œuvre des réformes macroéconomiques et microéconomiques qui ont débouché sur une amélioration générale du climat des affaires et des investissements. L'augmentation de l'aide et l'allégement de la dette ont permis au continent d'attirer d'importants flux nets de capitaux privés, bien que leur volume ait baissé au cours des trois dernières années (29 millions de dollars E-U en 2005, 25 millions en 2006 et 22 millions en 2007). La stabilité macroéconomique, entre autres facteurs, a également contribué à une hausse du taux d'épargne intérieure, qui est passé de 25,3 % en 2006 à 26,3% en 2007 (voir FMI 2007a).

Figure 1. Croissance du PIB réel en Afrique, 2002-2008



Source: Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, octobre 2007.
Note: Estimations partielles pour 2007 et prévisions pour 2008.

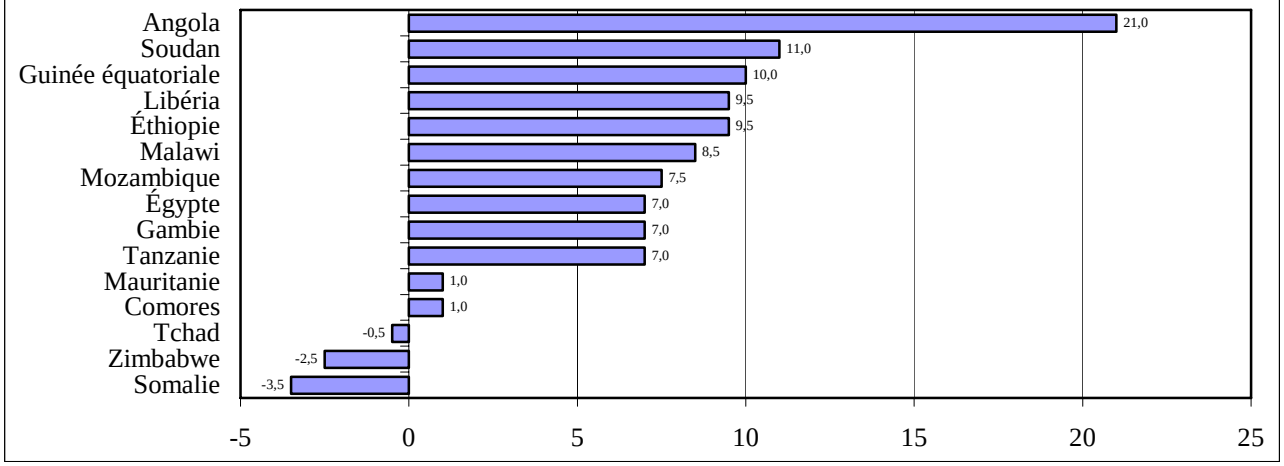
Il est impératif de poursuivre et d'intensifier ces progrès, si l'on veut que l'Afrique accélère et maintienne sa croissance au-delà de l'envolée actuelle des prix des matières premières. Il importe, en outre, que le continent africain s'emploie à promouvoir une croissance de qualité qui profite au plus grand nombre et permette de créer des emplois décents, de contribuer à réduire la pauvreté et d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le taux de croissance du revenu réel par habitant (qui était de 0,3 % pour la période 1990-2002 et de 3 % pour la période 2003-2007) est insuffisant pour que l'Afrique progresse réellement vers la réalisation des OMD. La capacité du continent d'accélérer et de maintenir la croissance dépend des progrès accomplis en ce qui concerne la diversification des facteurs de croissance et la mobilisation de ressources financières intérieures et extérieures en vue de renforcer la demande intérieure en général et la demande d'investissement en particulier.

Forte variation de croissance d'un pays à l'autre

La vulnérabilité de la croissance de l'Afrique, face aux fluctuations sur les marchés des produits de base et à l'instabilité politique, saute aux yeux à la lecture de la liste des pays ayant enregistré les meilleurs résultats et de ceux ayant eu les résultats les moins bons en 2007 (figure 2). Parmi les pays ayant enregistré les meilleurs résultats, six sont riches en ressources pétrolières ou minières (Angola, Soudan, Égypte, Guinée équatoriale, Mozambique et Tanzanie), tandis que le Libéria est un pays sortant d'un conflit. La structure de l'économie des autres pays ayant enregistré les meilleurs résultats est largement dominée par l'agriculture (Éthiopie et Malawi) ou le secteur des services (Gambie).

À l'exception de l'Égypte, les économies des pays ayant enregistré les meilleurs résultats se caractérisent par une diversification extrêmement limitée en termes de production manufacturière et d'exportations et ne réunissent pas les conditions nécessaires à une croissance soutenue. Il est intéressant de relever que les cinq économies ayant obtenu les résultats les moins bons ont des points communs avec celles ayant enregistré les meilleurs résultats. La Mauritanie et le Tchad sont des pays riches en pétrole tandis que le Zimbabwe dispose d'importantes ressources minières. Toutefois, la Somalie et le Zimbabwe ont pâti de l'instabilité politique, qui a eu des incidences négatives sur leur performance économique. Les Comores, la Mauritanie et le Tchad doivent faire face à une baisse de leur production et de leurs exportations de produits de base, cette situation montrant à quel point il est urgent d'assurer la diversification économique sur le continent africain.

Figure 2. Les 10 pays ayant enregistré les meilleurs résultats et les cinq ayant obtenu les résultats les moins bons en Afrique en 2007 (croissance annuelle en pourcentage)

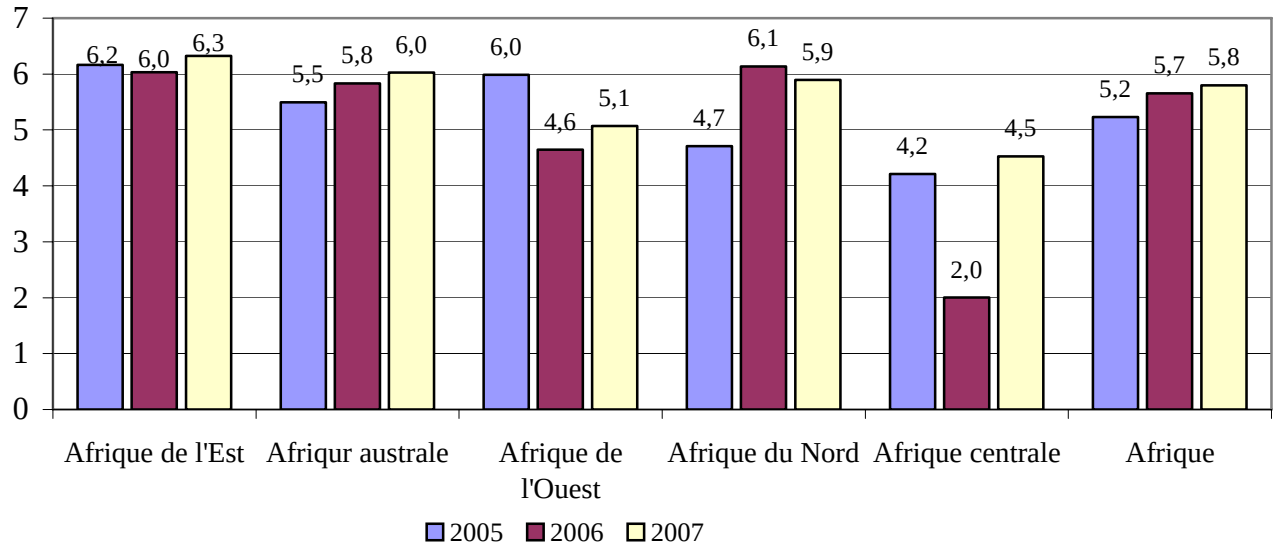


Source: Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, octobre 2007a.

Variation importante des performances de la croissance au niveau sous-régional

En 2007, bien que la croissance ait connu un léger fléchissement en Afrique du Nord, elle était supérieure aux chiffres de 2006 partout ailleurs en Afrique (figure 3), ce qui indique qu'elle est largement répartie entre les sous-régions. L'Afrique de l'Est, qui ne dispose pas de ressources pétrolières et dont les exportations de minéraux sont limitées, a continué d'enregistrer les meilleurs résultats économiques en Afrique, tandis qu'à cet égard l'Afrique centrale occupait la dernière place parmi les différentes régions.

Figure 3. Croissance au niveau sous-regional en 2005-2007 (en pourcentage)



Source: Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, octobre 2007a.

La forte demande des produits de base, dont les cours sont restés élevés, conjuguée à une bonne pluviométrie et à une accélération de la croissance du secteur agricole, a stimulé l'activité économique dans le secteur industriel et le secteur des services, de même que la croissance générale dans la plupart des pays d'Afrique de l'Est. Parmi eux, l'Éthiopie a enregistré les meilleurs résultats en 2007 avec une croissance du PIB réel de 9,5 %, suivie par la Tanzanie (7 %), la République démocratique du Congo (6,5 %), Madagascar (6,4 %), le Kenya (6,1 %), l'Ouganda (6 %) et les Seychelles (5,8 %). Les autres facteurs à l'origine de la croissance dans cette région sont notamment l'augmentation de l'investissement public dans les infrastructures, les politiques d'encouragement au développement du secteur privé, les investissements dans le secteur de l'industrie manufacturière ainsi que la hausse des investissements étrangers directs et des recettes provenant du tourisme.

En République démocratique du Congo, l'arrêt des hostilités a stimulé l'activité du secteur agricole et la croissance, tandis que le Kenya a connu une croissance généralisée dans la plupart des secteurs de l'économie. Les trois pays ayant enregistré les résultats les moins bons de la sous-région continuent à pâtir de la situation qui avait entravé leur croissance lors des années précédentes: le conflit civil en Somalie qui a entraîné une croissance négative (-3.5 %) dans ce pays), l'instabilité politique et la réglementation excessive de l'activité économique de la part de l'État en Érythrée (dont la croissance n'a été que de 2 %) et, en ce qui concerne les Comores (dont la croissance n'a atteint que 1 %), la faiblesse des cours de la vanille à l'exportation ainsi que des recettes provenant du tourisme. En dépit des progrès réalisés, la croissance en Afrique de l'Est est toujours entravée par l'insuffisance des infrastructures, du réseau routier et de la fourniture d'énergie en particulier, ce qui accroît les coûts de production et nuit à la compétitivité internationale.

Grâce à l'augmentation de sa production pétrolière, l'Angola a continué d'occuper la première place parmi les pays d'Afrique australe en termes de croissance du PIB réel (21 % en 2007). Les facteurs à l'origine de la croissance dans bon nombre de pays de la sous-région tiennent notamment aux bons résultats enregistrés dans les secteurs de l'agriculture, de l'exploitation minière et du tourisme, ainsi qu'à l'expansion de l'industrie manufacturière et du secteur de la construction. Le Malawi a maintenu un taux de croissance élevé (8,5 %) grâce à la poursuite de la reprise de l'activité du secteur agricole. La stabilité macroéconomique et le soutien des donateurs ont également permis au Mozambique de maintenir un taux de croissance élevé (7,5 %). En Afrique du Sud, la croissance économique est restée vigoureuse (4,8%), grâce à l'expansion du secteur de la construction et du secteur minier et à l'accroissement des investissements dans le secteur des entreprises. En raison de l'instabilité politique au Zimbabwe ainsi que de l'incidence de la sécheresse et de la baisse de production dans l'industrie textile au Swaziland, ces deux pays continuent d'enregistrer les résultats les moins bons parmi les pays d'Afrique australe.

Comme les années précédentes, la croissance est restée forte en Afrique du Nord (5,9 % en 2007) grâce à l'accroissement de la production de pétrole et de gaz et aux cours élevés du pétrole. D'autres facteurs ont stimulé la croissance, tels que l'augmentation des flux d'investissement étranger direct (notamment vers le Soudan) et de l'investissement public (en Algérie et en Libye). En 2007, c'est le Soudan qui a enregistré le plus fort taux de croissance (11 %), suivi par l'Égypte (7 %) et la Tunisie (6 %). La croissance économique en Égypte a été soutenue par les réformes économiques qui ont stimulé l'investissement intérieur et par la reprise de l'activité du secteur du

tourisme, tandis qu'en Tunisie, elle a été favorisée par l'expansion de l'industrie et du secteur des services, ce qui a contribué à accélérer la diversification économique. La croissance du PIB réel a connu un net recul au Maroc (3 % en 2007 à 7,9 % en 2006), en raison des conditions météorologiques défavorables et de la baisse de la production agricole, et en Mauritanie (1 % en 2007 contre 11, 4 % en 2006), en raison de la diminution de la production pétrolière due à des problèmes techniques sur le gisement de Chinguetti.

L'accélération de la croissance au Sénégal et en Guinée-Bissau en 2007 par rapport à 2006, de même que le relèvement durable au Libéria et en Sierra Leone, ont soutenu la croissance du PIB des pays d'Afrique de l'Ouest (qui a atteint 5,1 %, contre 4,6 % en 2006). L'ensemble de la sous-région a bénéficié de précipitations favorables et de bons résultats du secteur agricole ainsi que des cours élevé des produits de base, en dépit des effets négatifs du coût de l'énergie pour les pays importateurs de pétrole. La Côte d'Ivoire et la Guinée sont les deux pays de la sous-région qui ont enregistré les taux de croissance les plus faibles en 2007, soit 2 % et 1,5 % respectivement. L'instabilité politique, le délabrement des infrastructures et la faiblesse des institutions économiques ont eu des incidences négatives sur l'investissement et la production en Côte d'Ivoire, en particulier dans les secteurs du cacao et du pétrole. En Guinée, la croissance est restée faible, non seulement en raison de l'instabilité politique, mais aussi des mauvais résultats enregistrés dans le secteur agricole, de l'insuffisance des infrastructures et des cours élevés du pétrole.

Bien qu'elle reste inférieure à celle enregistrée dans les autres sous-régions, la croissance du PIB réel en Afrique centrale est passée de 2 % en 2006 à 4,5 % en 2007. L'augmentation de la production de pétrole et de gaz et des recettes qui en sont tirées a stimulé l'activité du secteur non pétrolier, générant en 2007 une croissance de 10 % en Guinée équatoriale et de 4,9 % au Gabon. En revanche, en raison d'une baisse de la production pétrolière, la croissance s'est ralentie pour passer de 6,1 % en 2006 à 4 % en 2007 en République du Congo et de 0,5 % à -0,5 % au Tchad. Cette situation souligne la nécessité pour ces pays de diversifier leur économie, afin de cesser d'être tributaires du secteur des industries extractives, de sorte à accélérer et à maintenir la croissance.

L'expansion des activités liées au pétrole et la poursuite de la forte expansion du secteur de la construction et du secteur du tourisme sont à l'origine des bons résultats économiques à Sao Tomé-et-Principe (6,5 %), tandis que la mauvaise conjoncture commerciale a entravé la croissance au Cameroun. En République centrafricaine, l'instabilité politique a continué à avoir des effets dissuasifs sur l'investissement et à entraver la fourniture des services publics essentiels. Pour réaliser une croissance forte et durable en Afrique centrale, il faudra non seulement résoudre les problèmes de sécurité mais encore faire des investissements importants dans les infrastructures, afin d'encourager l'activité du secteur privé et diversifier l'activité économique.

D. AGGRAVATION DES DÉSÉQUILIBRES MACROÉCONOMIQUES DANS LES PAYS AFRICAINS PAUVRES EN RESSOURCES

La viabilité budgétaire reste un défi à relever pour les pays importateurs de pétrole

En moyenne, l'Afrique a enregistré en 2007 un excédent budgétaire atteignant 2,4 % du PIB, en léger recul par rapport au chiffre de 2006 (2,8 %). Seuls 15 des 42 pays africains pour lesquels on dispose de données ont enregistré un excédent budgétaire en 2007, et si plus de 60 % des pays exportateurs de pétrole ont enregistré un excédent, 76 % des pays importateurs de pétrole ont accusé un déficit budgétaire. En effet, les prix élevés du pétrole compromettent l'équilibre budgétaire des pays africains importateurs de pétrole, dont 93 % ont enregistré un déficit au cours de la période 1998-2007 (tableau 1).

Table 1. Répartition des déficits budgétaires en Afrique par groupe de ressources, 1998-2007 (moyenne)

	Pays producteurs de pétrole	Pays non- producteurs de pétrole	Pays riches en ressources minières	Pays sans ressources minières
Pays enregistrant un excédent	7	2	1	1
Moins de 5%	2	2	1	1
De 5 à 10%	3	0	0	0
Plus de 10%	2	0	0	0
Pays enregistrant un déficit	6	27	9	18
Moins de 5%	5	18	6	12
5 à 10%	1	7	2	5
Plus de 10%	0	2	1	1
Nombre total de pays	13	29	10	19

Source: EIU, octobre 2007
Notes: En raison de données insuffisantes, seuls 42 pays ont été considérés. Les 11 pays exclus sont les suivants: Comores, Djibouti, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Somalie.

Les 10 pays ayant enregistré les excédents les plus importants en 2007 sont riches en ressources pétrolières ou minières, voir les deux. Ceux ayant enregistré les plus gros déficits sont, pour la plupart, des pays exposés à des chocs endogènes récurrents (p.ex. précipitations irrégulières ou conflits politiques) ou à des chocs exogènes (p.ex. fluctuations des marchés des produits agricoles de base). Les économies de ces pays (Érythrée, Ghana, Guinée, Malawi, Sao Tomé-et-Principe et Zimbabwe) ne sont pas suffisamment diversifiées pour atténuer l'impact de ces chocs sur leurs résultats budgétaires.

Il convient de noter que même si la plupart des pays africains importateurs de pétrole ont dû s'accommoder de déficits budgétaires au cours de la dernière décennie, le déficit moyen est resté faible par rapport au PIB grâce à des politiques budgétaires prudentes qui ont consisté à éliminer ou à réduire les subventions sur les carburants, à privatiser massivement les entreprises publiques et à rationaliser la consommation de pétrole du secteur public. Dans le même temps, de nombreux pays sont parvenus à accroître leurs recettes fiscales grâce à la croissance du PIB et des réformes

fiscales, notamment l'introduction de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) et d'autres stratégies visant à améliorer l'efficacité de l'administration fiscale.

Cependant, la rigueur budgétaire s'est souvent traduite par une baisse des investissements dans les services publics essentiels et un ralentissement des progrès vers la réalisation des OMD. La plupart des pays africains ne consacrent que 3 à 4 % de leur PIB à la santé et à l'éducation et restent par conséquent en deçà du seuil des 20 % du budget de l'État devant être alloués à l'éducation et des 15 % devant être alloués à la santé (Banque mondiale/FMI, 2005; CEA, 2007b). Dans certains pays, les compressions budgétaires visent aussi les dépenses d'équipement, ce qui entraîne un ralentissement du développement des infrastructures publiques et une maintenance insuffisante des infrastructures existantes. Cette situation nuit à son tour à l'investissement privé et à l'utilisation des capacités de production.

Le maintien de l'équilibre budgétaire malgré les cours élevés du pétrole reste un sujet de préoccupation majeure pour de nombreux gouvernements qui sont largement tributaires du soutien des donateurs (CEA, 2005b). Pour que les pays africains importateurs de pétrole parviennent à maintenir l'équilibre budgétaire, il importe que les donateurs et la communauté internationale dans son ensemble renforcent leur soutien financier, si possible au moyen de dons et de mesures d'allégement de la dette. Le récent accroissement des flux d'aide vers l'Afrique est largement dû à l'allégement de la dette dont ont bénéficié certains pays, tandis que les entrées d'investissement étranger direct sont allées essentiellement aux pays riches en ressources. Les donateurs sont par conséquent tenus non seulement de respecter leurs engagements d'augmenter le montant de leur aide, mais aussi d'en améliorer la qualité.

Intensification des pressions inflationnistes dans de nombreux pays africains

L'inflation moyenne est restée modérée en Afrique (6,3 % en 2007), mais les pressions inflationnistes s'intensifient, en particulier dans les pays importateurs de pétrole, en raison des cours élevés de ce produit. Environ 60 % des pays africains (contre 52 % en 2006) ont enregistré en 2007 un taux d'inflation supérieur ou égal à 5 % (tableau 2). Les pourcentages respectifs pour les pays exportateurs et importateurs de pétrole sont de 54 % et de 65 % en 2007. Alors que les cours élevés du pétrole entraînent une augmentation des coûts de production pour les pays importateurs de pétrole et, par conséquent, une hausse des prix, l'augmentation des recettes pétrolières alimente quant à elle la demande intérieure, ce qui conduit à une hausse des prix dans les pays exportateurs de pétrole, par exemple en Angola (12,6 %) et au Soudan (9 %). Parce qu'ils pèsent plus lourdement sur les prix des produits de consommation de base, les taux d'inflation élevés enregistrés dans les pays comme le Zimbabwe (6840%), la Guinée (24%) et l'Érythrée (23,5%) sont un problème majeur pour les plus démunis qui ne bénéficient pas de système de protection sociale.

Dans le même temps, les autorités ont recours, pour éviter l'emballement de l'inflation, à des politiques budgétaires et monétaires plus rigoureuses, en plus de l'appréciation de leur monnaie, ce qui engendre une croissance plus faible. Les incidences négatives que peuvent avoir ces politiques sur la croissance rendent la gestion macroéconomique de plus en plus difficile et coûteuse pour les pays importateurs de pétrole.

Tableau 2. Répartition des taux d'inflation en Afrique en 2007 (53 pays)

Fourchette	Afrique	Pays producteurs de pétrole	Pays non producteurs de pétrole	Pays riches en ressources minières	Pays sans ressources minières
Moins de 5 %	21	7	14	3	18
Entre 5 et 10 % (10 % exclus)	20	5	15	8	12
Entre 10 et 20 % (20 % exclus)	9	1	8	3	6
20 % et plus	3	0	3	2	1
Nombre total de pays	53	13	40	16	37

Source: Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, octobre 2007a.

Les pays exportateurs de pétrole doivent appliquer des politiques appropriées pour éviter la surchauffe de leurs économies. Pour cela, ils doivent consacrer une part suffisamment importante de leurs recettes pétrolières au financement de l'investissement intérieur réel, ce qui contribuera à développer leurs capacités de production au lieu d'accroître la consommation publique et privée, qui crée une demande excédentaire alors que l'économie n'a pas la capacité d'y répondre. Ils doivent également envisager d'épargner une partie de leurs revenus pour stabiliser leurs recettes pour stabiliser leurs économies et pour répondre aux besoins des générations futures.

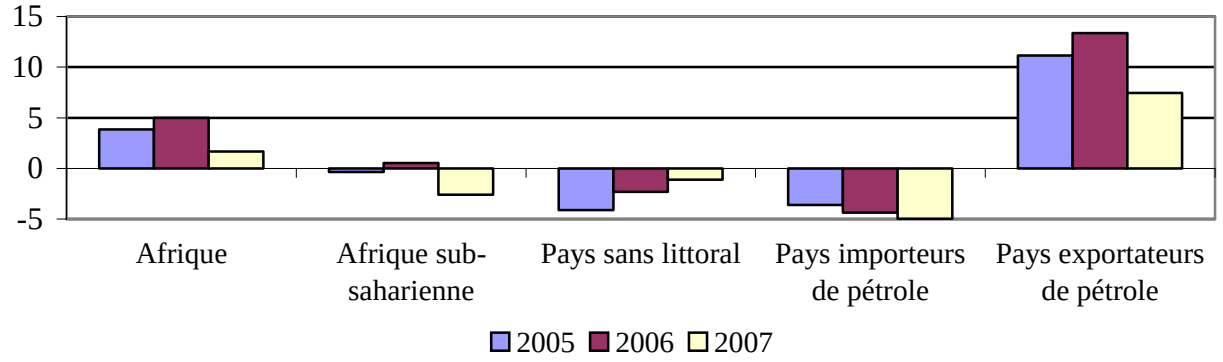
E. LA BALANCE EXTÉRIEURE DES PAYS IMPORTATEURS DE PÉTROLE: UN MOTIF DE PRÉOCCUPATION

Évolution de la balance des paiements

L'excédent de la balance des opérations courantes de l'Afrique est tombé de 5 % du PIB en 2006 à 1,7 % en 2007 (figure 4). Ce repli a été la conséquence du déficit de plus en plus important de la balance des opérations courantes dans les pays importateurs de pétrole (qui est passé de –4,4 % du PIB en 2006 à –5.0 % en 2007). Cependant les pays exportateurs de pétrole ont continué à enregistrer des excédents importants (7,5% en 2007). Cela signifie qu'en chiffres absolus, les excédents commerciaux des pays exportateurs de pétrole ont été supérieurs aux déficits des pays importateurs. En raison de leur faible compétitivité internationale et du coût élevé des transports, les économies des pays africains sans littoral accusent généralement un déficit des opérations courantes plus important que les autres pays du continent. Ces déficits ont toutefois diminué en 2007 grâce à un accroissement des flux d'aide, principalement sous la forme de mesures d'allégement de la dette.

La viabilité de la balance des opérations courantes des pays africains importateurs de pétrole est vitale pour la stabilité macroéconomique et les perspectives de croissance, en particulier dans le cas des pays sans littoral. La rationalisation de la consommation de pétrole et la mise en valeur d'autres sources d'énergie, telles que l'énergie hydroélectrique, peuvent constituer un moyen pour les pays africains importateurs de pétrole de réduire le coût de leurs importations. À court terme, ces pays doivent bénéficier d'une aide extérieure pour régler leurs dépenses, tout en réduisant au maximum l'instabilité macroéconomique. Les stratégies à moyen et à long terme doivent privilégier les investissements dans les infrastructures, le développement des capacités de production, la diversification des exportations et la promotion de la compétitivité internationale.

Figure 4. Balance des opérations courantes en Afrique par catégories de pays, 2005-2007 (en pourcentage du PIB)



Source: Base de données sur les perspectives économiques mondiales, Fond monétaire internationale (FMI), octobre 2007.
Note: Somalie exclue en raison de données insuffisantes.

L'appréciation de la monnaie: un frein à la compétitivité internationale

À l'instar de l'Euro, le franc CFA s'est fortement apprécié en valeur nominale par rapport au dollar des États-Unis. En conséquence, en dehors de la zone Euro, les exportations au départ de la zone CFA perdent de leur compétitivité. La plupart des autres devises africaines ont, elles aussi, continué à prendre de la valeur par rapport au dollar en 2007. L'essentiel des exportations des pays africains étant calculé en dollars et les prix à l'exportation étant restés relativement stables, l'appréciation de la monnaie des pays africains entraîne non seulement une diminution des importations de produits provenant d'Afrique, mais également une baisse de la rentabilité des activités de ces pays tournées vers l'exportation. Elle rend les importations moins chères et exerce une pression sur la balance des opérations courantes. C'est le cas pour la plupart des pays qui tirent une grande partie de leurs recettes de l'exportation de produits de base où elle s'est accompagnée d'effets négatifs sur la diversification économique et la création d'emplois.

Si l'on se fonde sur le taux de change effectif réel, 23 pays sur les 36 pays africains pour lesquels on dispose de données ont vu leur monnaie s'apprécier durant la période 2002-2007[2]. Toutefois, trois pays seulement ont enregistré une variation annuelle moyenne de leurs taux de change supérieure à 10 %, et aucun des pays considérés n'a enregistré une dépréciation du taux de change effectif réel supérieure à 10 % par an. Durant la période 2002-2007, le Zimbabwe, l'Angola, la Zambie, le Soudan et l'Afrique du Sud sont les cinq pays ayant enregistré les taux d'appréciation du taux de change effectif réel les plus élevés, tandis que les Seychelles, le Malawi, la Tanzanie, Madagascar et la Libye ont enregistré les taux de dépréciation les plus élevés. L'augmentation des prix intérieurs est la principale cause de l'appréciation du taux de change effectif réel dans des pays tels que le Zimbabwe, où le taux de change nominal s'est déprécié de

[2] L'indice du taux de change effectif réel se définit selon la formule [Pd/Pf*NER], où Pd désigne le niveau des prix intérieurs, Pf le niveau des prix étrangers (en dollars É.-U.), et NER est le taux de change officiel de la monnaie nationale par rapport au dollar (taux moyen de la période). Ainsi, l'indice du taux de change effectif réel représente la quantité de biens étrangers qui peuvent être échangés contre une unité de biens nationaux.

façon sensible[3]. À l'inverse, dans d'autres pays, comme par exemple la Libye, le taux de change effectif réel s'est déprécié en dépit de l'appréciation du taux de change nominal. En Libye, le niveau des prix intérieurs est resté faible par rapport à celui des prix extérieurs et le pays a connu une déflation entre 2000 et 2004.

L'appréciation des taux de change effectifs réels dans certains pays africains était la conséquence de l'augmentation des dépenses, des flux d'aide et autres apports de capitaux ou envois de fonds, ainsi que des recettes importantes générées par le tourisme et les exportations de produits de base autres que le pétrole. Soixante-dix pour cent des pays exportateurs de pétrole ont connu une appréciation de leur taux de change effectif réel. Pour parer à des difficultés éventuelles liées au syndrome hollandais, les pays exportateurs de produits de base en particulier auraient sans doute intérêt à coordonner étroitement leurs politiques monétaire et budgétaire, à accroître leur productivité et à stimuler l'offre en utilisant les recettes d'exportation pour financer les infrastructures publiques, ce qui favorisera le développement du secteur privé (FMI, 2007b).

La question de la gestion des recettes pétrolières revêt une importance particulière du fait que la plupart des pays riches en ressources accumulent d'importantes réserves en devises provenant des excédents de leur balance des opérations courantes ainsi que de l'investissement étranger direct et de l'aide publique au développement[4]. En moyenne, les réserves en devises des pays africains ont été supérieures à 29 % du PIB de l'Afrique pour la période 2006-2007. La plupart des pays africains ont maintenu leurs réserves en devises à un niveau acceptable: dans seulement 6 pays sur les 48 pour lesquels on dispose de données, le ratio entre les réserves et la dette à court terme était inférieur à l'unité pour la période 1998-2005. L'accumulation des réserves peut générer un excédent de liquidités et exiger des mesures de stérilisation, afin d'éviter les pressions inflationnistes ou la surchauffe de l'économie. Une coordination étroite des politiques budgétaires et monétaires est par conséquent essentielle pour que les gouvernements puissent gérer leurs réserves en devises de façon efficace et parer aux effets déstabilisateurs des fluctuations des taux de change, de l'inflation et de la croissance de la production (ONU-DESA, 2007b).

Nécessité de réduire la dette extérieure et d'augmenter le montant des ressources non génératrices d'endettement

Lorsqu'on analyse l'aspect quantitatif et qualitatif de la croissance en Afrique et les contraintes financières, on voit que le continent africain a grand besoin de réduire sa dette extérieure et de mobiliser davantage de ressources intérieures et extérieures. En dépit des initiatives en faveur de l'allégement de la dette, la dette extérieure de l'Afrique, restée inchangée en 2006 et 2007, est toujours importante (255 milliards de dollars). L'endettement à long terme représentait environ 94 % du montant total de la dette en 2007. Alors que la dette officielle a considérablement diminué grâce aux initiatives prises aux fins de son allégement, passant de 205,7 milliards de

[3] Le cours du dollar zimbabwéen, par exemple, est passé de 162 ZWD pour 1 $EU en 2006 à 250 ZWD pour 1 $EU en 2007.

[4] Le classement des pays en fonction du montant de leurs réserves en devises par rapport au PIB montre que ces réserves, lorsqu'elles sont importantes, proviennent essentiellement des revenus tirés des exportations des produits de base et des flux de capitaux privés, et qu'aucun des 10 pays ayant accumulé le plus de réserves en devises ne bénéficie d'une aide importante.

dollars en 1999 à 144,5 milliards en 2007, le montant de la dette contractée auprès des banques et autres créanciers privés est cependant passé de 92,4 milliards de dollars en 1999 à 110,2 milliards en 2007.

L'amélioration des performances économiques de l'Afrique au cours des cinq dernières années s'est accompagnée d'une hausse sensible des taux d'épargne intérieure et des taux d'investissement. Pour l'ensemble de l'Afrique, l'épargne est passée de 19 % du PIB pour la période 1998-2001 à 22 % pour la période 2002-2005 et à 26 % en 2007, tandis que l'investissement intérieur est successivement passé de 19,7 % à 20,1 % et à 22,1 % pour la même période.

Néanmoins, la mobilisation des ressources nationales reste insuffisante et ne peut permettre à l'Afrique de financer les investissements nécessaires à la réalisation des OMD, et les pays africains sont toujours tributaires des apports de capitaux extérieurs (principalement l'aide publique au développement, les investissements directs étrangers et les envois de fonds) pour combler le déficit de ressources à brève échéance. Les entrées d'investissement direct étranger vont essentiellement aux pays riches en ressources dans le but de financer des investissements dans l'industrie extractive, cependant une part de plus en plus importante des apports d'aide publique au développement va aux économies des pays non producteurs de pétrole (tableau 3). Les envois de fonds des travailleurs émigrés représentent pratiquement le même montant que celui des investissements étrangers directs. Il est demandé instamment à la communauté internationale de respecter les engagements qu'elle a pris de renforcer l'aide à l'Afrique dans le cadre de diverses initiatives telles que l'Initiative multilatérale d'allégement de la dette (IADM). Dans l'intervalle, les gouvernements africains devraient faire en sorte que l'aide extérieure soit utilisée pour le développement des capacités de production et la fourniture de services publics, ainsi que pour réduire la pauvreté et accélérer les progrès vers la réalisation des OMD.

Tableau 3: Flux extérieurs, épargne et investissements intérieurs pendant la période 1998-2005[a] (moyenne)

Indicateurs	Pays producteurs de pétrole	Pays non producteurs de pétrole	Afrique hors Afrique du Nord	Afrique
APD et aide publique (en milliards de dollars É.-U.)	6,9	16,0	17,4	20,7
Entrées nettes d'investissements étrangers directs (en milliards de dollars É.-U.)[b]	11,1	5,5	9,2	16,7
Envois de fonds des travailleurs émigrés et rémunérations des employés, (en milliards de dollars É.-U.)[c]	8,4	6,0	4,7	14,4
Investissements intérieurs bruts (en pourcentage du PIB)[d]	22,2	19,1	18,8	20,6
Épargne intérieure brute (en pourcentage du PIB)[e]	26,7	15,6	19,2	20,9
Dette extérieure (en pourcentage du PIB)[f]	53,2	5,7	51,0	49,3
Dette extérieure (en pourcentage du total des exportations)[g]	150,2	162,5	153,8	155,8

Source: Indicateurs du développement dans le monde, 2007; OCDE (base de données en ligne, février 2008) Base de données sur les perspectives économiques mondiales, FMI, avril 2007; OCDE, 2007 (base de données en ligne, octobre 2007).

Notes: a: Concernant l'IED et l'APD, les données portent sur la période 1998-2006. Les autres indicateurs portent sur la période 1998-2005. Les pays suivants sont exclus en raison du manque de données: b. Libye et Namibie; c. Angola, Djibouti, Érythrée, Guinée équatoriale, Libéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Seychelles, Somalie, Tchad, Zambie et Zimbabwe; d. Guinée équatoriale, Libéria, Libye, République centrafricaine et Somalie; e. Guinée équatoriale, Libéria, Libye, République centrafricaine et Somalie; f. Libye, Namibie et Somalie; g. Guinée équatoriale, Libye, Namibie et Somalie.

F. TENDANCES DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL EN AFRIQUE

Dans le contexte d'un développement social lent malgré une croissance relativement élevée sur le continent, le présent chapitre décrit plusieurs volets essentiels de la situation sociale en Afrique en 2007. Il est établi sur la base des données les plus récentes disponibles et est axé sur l'éducation, la santé, le chômage des jeunes, l'égalité des sexes et le vieillissement.

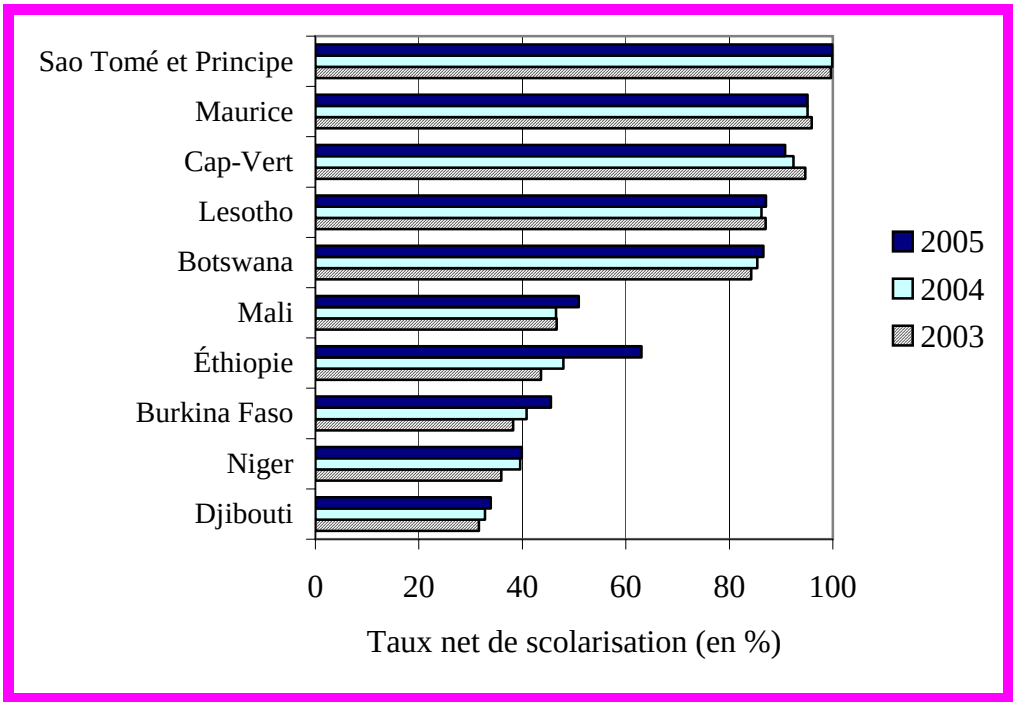
Éducation[5]

Les systèmes éducatifs sont décisifs pour le savoir et l'apprentissage car ils permettent de multiplier les choix et de mener une vie plus saine et plus longue. Il est encourageant, à cet égard, de voir que le taux de scolarisation dans le primaire en Afrique (hors Afrique du Nord) est passé en moyenne de 64% en 2004 à 70% en 2005. Cette tendance permet un certain d'optimisme en ce qui

[5] Pour des données relatives à l'éducation, veuillez consulter la base de données en ligne de l'Institut de statistique de l'UNESCO, www.uis.unesco.org/ev_fr.php?ID=2867_201&ID2=DO_TOPIC.

concerne l'objectif de l'enseignement primaire universel (OMD 2) (voir figure 5). Cette augmentation des inscriptions à l'école primaire, a pour corollaire une baisse du nombre des enfants non scolarisés, qui a été ramené de 43 millions en 1999 à 30 millions en 2005.

Figure 5. Évolution des taux nets de scolarisation dans le primaire dans plusieurs pays africains, 2003-2005



Source: Division de statistique du Secrétariat de l'ONU.

L'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire a entraîné une augmentation du taux d'alphabétisation de base chez les jeunes en Afrique qui est passé de 64,8% en moyenne entre 1985 et 1994 à 72,5% au cours de la période 1995–2005. L'augmentation est particulièrement impressionnante en Afrique du Nord où le taux d'alphabétisation totale est passé de 66,7 à 84,3%. Il est encore plus encourageant de voir que les plus grands progrès ont été réalisés chez les jeunes femmes, ce qui diminue les disparités entre les sexes. Le taux d'alphabétisation des jeunes femmes en Afrique est passé de 58,0 à 66,9 %, contre une augmentation moindre chez les jeunes hommes (de 72,0 à 78,4%). Là encore, les progrès les plus nets ont été réalisés en Afrique du Nord, où le taux d'alphabétisation des jeunes femmes a augmenté de plus de 20 points entre 1985-1994 et 1995-2005.

Une augmentation significative des inscriptions dans l'enseignement primaire en Afrique, en particulier dans les sous-régions autres que l'Afrique du Nord, est un jalon important, mais la réalisation du cycle complet de l'enseignement de base est encore difficile. En effet, la proportion d'enfants africains (hors ceux d'Afrique du Nord) qui achèvent le cycle complet de l'enseignement primaire n'est que de 60%. De façon générale, les enfants quittent l'école pour diverses raisons, notamment le coût, le manque à gagner, des activités de soins dans les familles (en particulier pour les filles) et la qualité médiocre de l'enseignement. S'agissant de cette dernière

raison, les ratios élevés d'élèves par enseignant, qui conduisent à des classes surpeuplées, nuisent gravement à la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage dans de nombreux pays africains.

En plus des problèmes de qualité, l'accès aux niveaux plus élevés de l'enseignement continue d'être insuffisant en Afrique – en particulier ailleurs qu'en Afrique du Nord – où le taux brut d'inscription dans le secondaire est passé de seulement 25% en 2000 à 32% en 2005. Il en est de même pour l'inscription dans l'enseignement supérieur, qui est bien moindre que dans d'autres régions du monde et se situe autour de 5% (en 2005). En comparaison, l'Afrique du Nord a enregistré une augmentation significative des inscriptions dans le secondaire et dans l'enseignement supérieur. Par exemple, des pays tels que l'Algérie et le Maroc ont vu leurs taux bruts d'inscription dans le secondaire passer respectivement de 75 à 83% et de 41 à 49% entre 2000 et 2005. Pendant la même période, le taux brut d'inscription dans l'enseignement supérieur est passé de 23 à 30% en Tunisie.

Santé

Par rapport aux autres régions du monde, les pays africains se caractérisent par de mauvaises conditions sanitaires, comme le montrent les indicateurs relatifs au VIH/sida, à la tuberculose et au paludisme, ainsi qu'à la mortalité maternelle, infantile post-infantile. L'Afrique (hors Afrique du Nord) continue d'être gravement touchée par le VIH/sida. Environ 68% des 33,2 millions de personnes vivant avec le VIH/sida dans le monde se trouvent en Afrique, (hors Afrique du Nord) alors que le taux de prévalence du VIH chez les adultes varie de moins de 2% dans certains pays du Sahel à plus de 15% dans de nombreux pays d'Afrique australe (ONUSIDA, 2007).

La proportion de femmes séropositives est élevée et est en augmentation sur le continent. Les femmes constituent désormais 61% des personnes séropositives en Afrique (hors Afrique du Nord). Les jeunes, en particulier les filles, sont plus vulnérables à une infection par le VIH que les adultes. Environ 4,3% des jeunes filles âgées de 15 à 24 ans en Afrique (hors Afrique du Nord) sont séropositives contre 1,5% des jeunes hommes (ONUSIDA, 2006). Outre les raisons physiologiques, la vulnérabilité des femmes et des filles africaines à l'infection par le VIH s'explique principalement par les inégalités entre hommes et femmes, les normes de la société et la discrimination.

Outre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme sont les maladies infectieuses qui sont les principales causes de morbidité et de mortalité sur le continent. À cet égard, alors que la situation se dégrade dans les autres sous-régions, elle s'améliore en Afrique du Nord (voir tableau 4).

Tableau 4. Évolution de l'incidence et de la prévalence de la tuberculose et des décès liés à cette maladie en Afrique

	Afrique du Nord			**Afrique australe, Afrique centrale, Afrique de l'Est, et Afrique de l'Ouest**		
	1990	2000	2005	1990	2000	2005
Incidence de la tuberculose - Nombre de nouveaux cas pour 100 000 habitants (exception faite des personnes séropositives)	54	50	44	148	253	281
Prévalence de la tuberculose - Nombre de cas recensés pour 100 000 habitants (exception faite des personnes séropositives)	59	53	44	331	482	490
Mortalité liée à la tuberculose - Nombre de décès pour 100 000 habitants (exception faite des personnes séropositives)	5	4	3	37	54	55

Source: Division de statistique du Secrétariat de l'ONU.

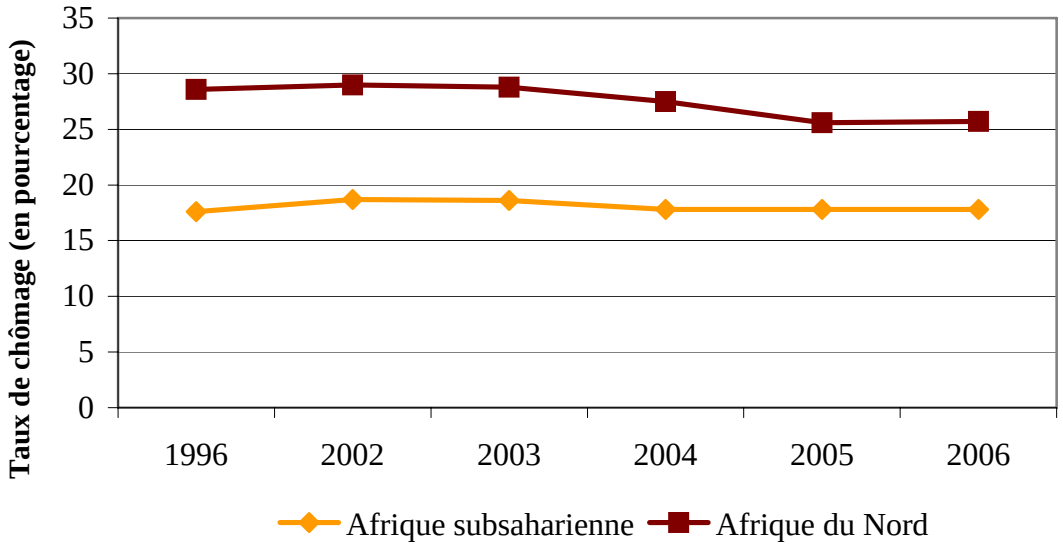
Le paludisme est la principale cause de mortalité des enfants et d'anémie chez les femmes enceintes en Afrique. Bien que l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide par les enfants de moins de cinq ans dans les zones impaludées soit passée de 2,1% en 2001 à 5% en 2005, les besoins sont encore énormes (OMS, 2006).

Si l'Afrique en général est parvenue à améliorer les taux de mortalité infantile et post-infantile depuis 1990, les progrès sont très variés en fonction des sous-régions. Certains pays, en particulier en Afrique du Nord, ont réalisé beaucoup plus de progrès dans la lutte contre la mortalité des enfants que les pays d'autres sous-régions. De même, la mortalité maternelle est encore un grave problème de santé dans toutes les sous-régions (hors Afrique du Nord) ayant été seulement ramenée de 920 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1990 à 900 en 2005. La baisse du taux de mortalité maternelle en Afrique du Nord pendant la même période a été beaucoup plus nette, ce taux étant passé de 250 à 160 décès pour 100 000 naissances vivantes (OMS, 2007).

Les jeunes Africains font encore face à de nombreuses difficultés sur le marché du travail

Les perspectives sont toujours peu réjouissantes pour la plupart des jeunes Africains entrant sur le marché du travail, finissent au chômage ou sont sous-employés ou quand ils ne sont pas prisonniers d'emplois mal payés dans l'économie informelle. Le taux de chômage des jeunes se situe toujours à 18% en moyenne sur le continent, à l'exclusion de l'Afrique du Nord (BIT, 2006). À l'inverse, le taux de chômage en Afrique du Nord a légèrement baissé, ramené de 28,6% en 1996 à 25,7% en 2006 (figure 6). S'agissant de parité, bien que le taux de chômage des jeunes femmes dans les sous-régions autres que l'Afrique du Nord soit inférieur à celui des jeunes hommes, cela ne veut pas dire pour autant qu'elles ont un meilleur accès au marché du travail. En fait, ces jeunes femmes n'ont pas la possibilité de chercher activement un emploi formel et doivent donc accepter des emplois dans le secteur informel ou rester en dehors de la force de travail. En Afrique du Nord, le nombre de jeunes femmes en dehors du marché de l'emploi est encore plus important et ce, pour des raisons culturelles.

Figure 6. Taux de chômage encore élevés chez les jeunes mais légèrement en baisse en Afrique du Nord



Source: Les indicateurs clés du marché du travail, base de données du BIT dont la cinquième édition est disponible sur CD-ROM.

La mesure du taux de chômage ne donne qu'une vue partielle des difficultés que rencontrent les jeunes Africains à trouver un emploi et ne révèle donc pas moins toute l'étendue du problème, notamment en ce qui concerne l'accès à un emploi décent. À cet égard, le Bureau international du Travail (BIT) estime qu'il y avait environ 45 millions de jeunes en Afrique (Afrique du Nord non comprise) qui avaient un emploi en 2005, mais qui vivaient en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins d'un dollar par jour (BIT, 2006). Le taux de pauvreté chez les jeunes qui travaillent dans des sous-régions autres que l'Afrique du Nord n'a que très peu baissé au cours de la dernière décennie, passant de 59 % en 1995 à 57,7 % en 2005, contre une moyenne inférieure à 4 % en Afrique du Nord, pour la même période.

Égalité des sexes

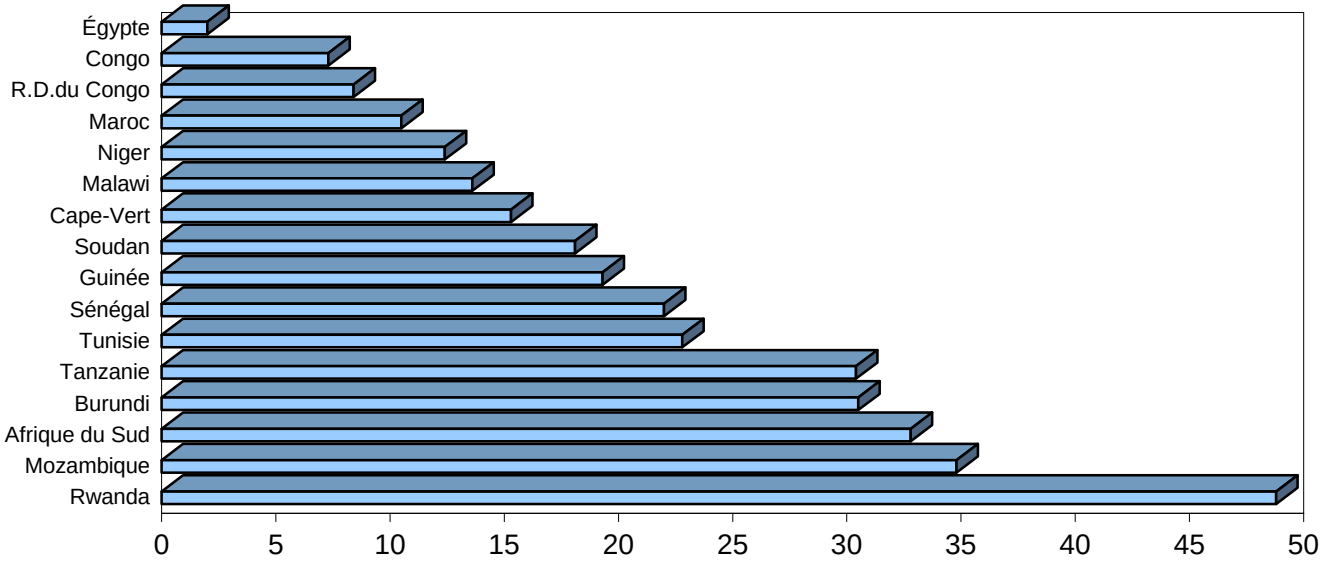
Les initiatives visant à promouvoir l'égalité des sexes, l'équité de traitement entre hommes et femmes et l'autonomisation des femmes en Afrique ont gagné du terrain sur plusieurs fronts an cours de ces dernières années. Par exemple, 51 pays africains ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et 17 d'entre eux en ont signé le Protocole facultatif. Bon nombre de pays ont adapté leur législation nationale aux dispositions de la Convention. En outre, entre 1995 et 2005, 48 pays africains ont préparé des plans d'action nationaux de lutte contre la pauvreté qui englobent des stratégies de renforcement de l'équité de traitement. Certains pays ont également adopté des stratégies de promotion de l'entreprenariat féminin grâce à des programmes de micro-crédit et de renforcement des capacités en matière de gestion d'entreprise.

Participation des femmes à la gouvernance

Bien que de nombreux pays aient accru de manière significative la représentation des femmes au parlement, l'égalité des sexes et les principes d'équité ne sont toujours pas pleinement pris en compte dans le processus de démocratisation et les femmes demeurent sous-représentées dans la plupart des structures du pouvoir et de la prise de décisions.

Le nombre de femmes siégeant au parlement demeure faible en moyenne (figure 7). La moyenne pour l'Afrique se situe à 15,5 % (10, 6 % pour l'Afrique du Nord et 17,1 % pour les autres sous-régions), ce qui veut dire que bon nombre de pays sont encore loin du seuil de représentation auquel ils s'étaient engagés à Beijing. Cinq pays africains seulement ont atteint la cible d'au moins 30 % de représentation des femmes au parlement (Afrique du Sud, Burundi, Mozambique, Rwanda et Tanzanie), le Rwanda battant un record (48,8 %) et se situant même au-dessus de la moyenne des pays scandinaves (40 %) (figure 4).

Figure 7. Pourcentage de femmes siégeant aux parlements nationaux (chambre basse ou système unicaméral) dans un certain nombre de pays africains (situation au 30 novembre 2007)



Source: Union interparlementaire.

Personnes âgées

Contrairement à une idée répandue, le nombre de personnes âgées d'au moins 60 ans en Afrique est important et croît à un rythme très rapide. En 2007, il y avait selon les estimations, 50,5 millions de personnes âgées en Afrique, soit plus de 5 % de la population. Par ailleurs, ce nombre devrait progresser de 3,1 % entre 2007 et 2015, et de 3,3 % entre 2015 et 2050, soit à un rythme plus rapide que le reste de la population. Par conséquent, d'ici à 2050, le nombre de personnes

âgées devrait, selon les estimations, dépasser les 206 millions et représenter 10,4 % de l'ensemble de la population[6].

L'Afrique du Nord et l'Afrique australe sont les deux sous-régions du continent où le nombre de personnes âgées croît le plus rapidement. En 2007, les personnes âgées constituaient respectivement 7 et 6,9 % de la population de ces deux sous-régions. Selon les projections, la population de personnes âgées en Afrique du Nord devrait passer à 8,2 % d'ici à 2015. L'Afrique australe devrait également connaître un accroissement rapide du nombre de personnes âgées, mais à un rythme moins soutenu. D'ici à 2015, les personnes âgées représenteront entre 4,3 et 5,1 % de la population totale de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest.

L'accroissement rapide du nombre de personnes âgées dans les pays africains pose un sérieux problème, étant donné l'absence de soutien institutionnel adapté. Le budget des ménages s'en trouve grevé davantage, les personnes âgées étant prises en charge dans le cadre de la famille élargie. Cette situation ne manquera pas d'entraîner une réduction des gains qui pourraient découler de la croissance économique et de l'augmentation des dépenses publiques en ce qui concerne le niveau du vie en général et la réduction de la pauvreté en particulier.

G. Perspectives pour 2008: une amélioration en vue malgré les risques potentiels

Malgré les risques, les perspectives en moyen terme en Afrique restent positives. La croissance économique devrait connaître une légère amélioration pour atteindre 6,2 % en 2008, alors qu'elle était de 5,8 % en 2007 (figure 8). L'Afrique de l'Est restera vraisemblablement en tête des cinq sous-régions avec une croissance prévue de 6,6 %, suivie de l'Afrique de l'Ouest (6,4 %), de l'Afrique australe (6,3 %), de l'Afrique du Nord (6,1 %) et de l'Afrique centrale (5,4 %). L'Afrique de l'Ouest devrait enregistrer la plus forte croissance en termes de PIB, en raison de l'augmentation de la production pétrolière et de la forte croissance au Nigéria. Il convient toutefois de noter que la croissance en Afrique de l'Est risque de pâtir de la violence qui a éclaté à la suite des élections au Kenya si une solution judicieuse n'est pas apportée à la situation.

La réalisation des objectifs de croissance du continent africain dépend de l'influence que le ralentissement de l'économie aux États-Unis aura sur l'économie mondiale. On s'attend à ce que la forte demande de produits d'exportation africains et leurs cours élevés continuent d'être tirés par la forte croissance en Asie et par le fait que la croissance en Europe ne chutera pas considérablement. La poursuite d'une politique de gestion macroéconomique efficace ainsi que l'amélioration de la gouvernance et de la situation en matière de sécurité constituent également des facteurs de nature à améliorer les perspectives économiques, encore que de nombreuses régions d'Afrique continuent de pâtir des conflits et de l'insécurité.

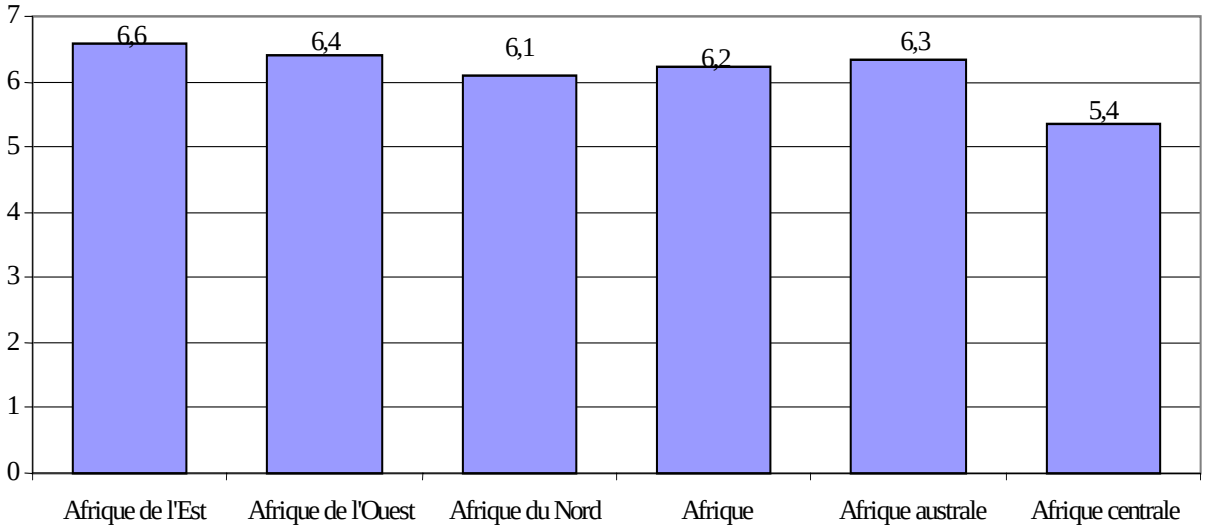
Sur une note moins positive, la croissance de l'Afrique reste fragile à moyen terme. Un ralentissement sensible ou un ajustement défavorable de l'économie mondiale pourrait bien entraîner un fléchissement de la demande des produits d'exportation africains. Une baisse de la demande et des cours des produits aura nécessairement des incidences négatives sur les

[6] Voir Division de la population du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, *World Population Prospects: The 2006 Revision*, disponible à l'adresse http://esa.un.org/unpp.

perspectives de croissance de l'Afrique. Les fluctuations de cours du pétrole auront des effets néfastes sur la croissance des pays importateurs de pétrole. Le continent africain doit également parer aux risques que font peser sur sa croissance les fluctuations imprévisibles des capitaux extérieurs, en particulier des flux d'aide, et l'appréciation de la monnaie qui peut avoir des incidences négatives sur sa compétitivité internationale. Les changements climatiques imprévisibles et les conflits sont également des facteurs susceptibles d'influer sur les perspectives de croissance du continent en 2008.

À moyen et à long terme, l'Afrique doit diversifier les sources de croissance afin de réduire sa vulnérabilité aux chocs, créer des emplois décents et accélérer les progrès vers la réalisation des OMD. Il importe également que le continent mette en œuvre des stratégies efficaces de lutte contre des épidémies telles que le VIH/sida et le paludisme et d'atténuation de leurs conséquences économiques et sociales.

Figure 8. Prévisions de croissance réelle du PIB par région en 2008 (en pourcentage)



Source: Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, octobre 2007.

H. Conclusion: principaux problèmes économiques et sociaux en Afrique

Les débats sur l'évolution récente de la situation économique et sociale en Afrique mettent en lumière un certain nombre de problèmes importants auxquels les décideurs et ceux qui s'intéressent au développement doivent accorder d'urgence leur attention. Les principaux défis d'ordre économique et social que l'Afrique doit relever actuellement sont notamment les suivants:

Accélérer et soutenir la croissance

Il ressort de l'analyse des données disponibles que les pays africains ont enregistré de solides résultats économiques pour la troisième année consécutive, avec en moyenne un taux de croissance de 5,8 %. Ces résultats s'expliquent par un certain nombre de facteurs, notamment la demande et les cours élevés des produits de base et la productivité accrue dans des secteurs clefs tels que l'agriculture et les services. Toutefois, la croissance en Afrique reste instable du fait de la

diversification limitée de l'activité économique et les investissements dans les secteurs sociaux demeurent faibles au regard des objectifs du continent en matière de développement social. Pour remédier à cette situation, l'Afrique doit notamment accroître les investissements dans les infrastructures et le perfectionnement des ressources humaines et encourager l'investissement privé de manière à diversifier les sources de croissance et à parvenir à des taux de croissance élevés et stables.

Maximiser les avantages et faire face au problème de la flambée des cours du pétrole

La persistance des cours élevés du pétrole reste un important problème pour la croissance et la stabilité macroéconomique à moyen terme. La hausse des coûts de l'énergie pèse sur l'investissement et la croissance dans de nombreux pays importateurs de pétrole, lesquels font face également à d'autres facteurs qui menacent leur stabilité économique, tels que les pressions inflationnistes de plus en plus fortes et les déficits croissants des finances publiques et de la balance des opérations courantes. Outre une bonne gestion macroéconomique, les pays importateurs de pétrole auront pendant un certain temps besoin d'une aide extérieure accrue pour maintenir leur croissance et pour limiter l'instabilité de celle-ci. Les pays exportateurs de pétrole doivent, quant à eux, gérer leurs recettes de manière à diversifier leurs facteurs de croissance et leurs exportations, éviter l'appréciation excessive de leur monnaie et l'accumulation de réserves en devises.

Concrétiser les engagements en matière de financement du développement

Force est de constater que les engagements pris par les donateurs dans le contexte du Consensus de Monterrey se sont traduits par des progrès importants en matière d'allègement de la dette extérieure. Par contre, il n'y a guère eu de progrès en ce qui concerne les autres volets essentiels du Consensus. Le suivi des engagements pris tant par les pays africains que par leurs partenaires de développement est essentiel pour la réalisation des objectifs du Consensus. L'institution récente d'une conférence des ministres africains sur le financement du développement est une initiative ambitieuse des dirigeants africains dans ce domaine. Il convient de mentionner qu'à la dixième Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine à Addis-Abeba en janvier 2008, les dirigeants africains ont décidé de demander aux pays africains de participer pleinement aux sessions d'examen préparatoires de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, qui se tiendra du 29 novembre au 2 décembre 2008 à Doha (Qatar).

La communauté internationale a également mis en place un dispositif de suivi de la performance des donateurs. Elle a, par exemple, créé un forum pour le partenariat avec l'Afrique et un African Progress Panel (groupe de promotion du progrès en Afrique), qui s'emploieront tous les deux à suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des principaux engagements en matière de financement du développement. En définitive, l'efficacité de ces mécanismes de suivi sera mesurée à la façon dont ils auront été capables de traduire dans les faits les promesses faites par les partenaires de développement. C'est seulement grâce à la mise en œuvre de ces engagements que les pays africains pourront obtenir des résultats réels en matière de réduction de la pauvreté et jeter les bases d'un avenir plus brillant pour leurs populations.

Traduire la croissance économique en développement social

Les solides résultats économiques enregistrés en Afrique au cours des ces dernières années ne sont pas traduits en gains réels en matière de développement social. Les gouvernements africains doivent non seulement accroître les investissements dans le secteur social, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, mais encore améliorer l'efficacité des dépenses de ce secteur. Parallèlement, il importe d'accroître les gains découlant de la croissance en mettant davantage l'accent sur la création d'emplois grâce à l'adoption de cadres macroéconomiques et de politiques sectorielles plus souples.

Adopter des politiques en faveur des catégories marginalisées

Les gouvernements africains et leurs partenaires doivent veiller à ce que la croissance économique bénéficie aux catégories marginalisées, notamment les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les personnes touchées par le VIH/sida. Outre les investissements publics dans les services sociaux en faveur des catégories susmentionnées, les gouvernements africains devraient envisager des politiques visant à promouvoir leur accès aux programmes d'éducation et de formation et aux services de santé, ainsi que leur participation au marché du travail et, d'un point de vue général, leurs droits fondamentaux. Parallèlement, les partenaires de développement doivent utiliser leurs programmes d'aide pour appuyer la réalisation de ces objectifs. À plus long terme, une société mieux intégrée aidera les pays à assurer leur stabilité politique et sociale et à accroître leur potentiel de croissance.